
 PRÉFECTURE DE POLICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	 Direction de l'Immobilier et de l'Environnement Bureau des Marchés Immobiliers
---	--

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

MAITRISE D'ŒUVRE

Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

V2024BMI24

SOMMAIRE

<u>1. DEFINITIONS</u>	7
<u>2. PIECES CONSTITUTIVES</u>	8
<u>3. OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES</u>	9
3.1. OBJET DE LA PRESTATION	9
3.1. ELEMENTS DE MISSION	9
3.2. ALLOTISSEMENT	10
3.3. INTERVENANTS	10
■ Parties au marché	10
■ Autres intervenants	11
3.4. LIEU D'EXECUTION	11
3.5. PRESTATIONS SIMILAIRES	12
3.6. ORDRE DE SERVICE	12
3.7. TRANCHES	12
3.8. MODE DE DEVOLUTION ENVISAGE DES TRAVAUX	12
<u>4. DUREE DU MARCHE</u>	13
4.1. DUREE GLOBALE DU MARCHE	13
4.2. DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	13
4.3. DELAI DE REMISE DES PRESTATIONS – VISA	16
<u>5. PRIX ET VARIATION DES PRIX</u>	16
5.1. NATURE DES PRIX	16
5.2. CONTENU DES PRIX	16
5.3. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	16
5.4. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	16
5.5. VARIATION DES PRIX	16
<u>6. REMUNERATION ET ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE</u>	17
6.1. REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE	17
■ Forfait provisoire de rémunération	17

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

■ Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération : clause de réexamen	18
■ Établissement du coût prévisionnel (CP0 et CPD)	18
■ Taux de tolérance et établissement du seuil n°1	19
■ Application du seuil de tolérance SCP1	19
6.2. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DES TRAVAUX	20
■ Définition du coût de référence (CR)	20
■ Définition du coût de réalisation des travaux (CRT)	21
■ Etablissement du seuil de tolérance n°2 (SCP2)	21
■ Travaux supplémentaires en phase exécution	21
■ Coût constaté des travaux (Cc)	22
■ Réfaction [R] pour dépassement du seuil de tolérance	22
■ Mesures conservatoires	22
■ Echancier prévisionnel de paiement des marchés de travaux	22
6.3. PASSAGE DES PRIX PROVISOIRES AUX PRIX DEFINITIFS	23
 <u>7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE</u>	 <u>25</u>
7.1. AVANCES	25
7.2. ACOMPTES	25
7.3. RETENUE DE GARANTIE	26
7.4. PAIEMENT PAR ACOMPTES MENSUELS	26
7.5. DEMANDE DE PAIEMENT POUR SOLDE	27
7.6. REPARTITION DES PAIEMENTS	29
7.7. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	29
 <u>8. EXECUTION ET PERIMETRE DES PRESTATIONS</u>	 <u>29</u>
8.1. PRESENTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES AU MAITRE D'OUVRAGE ET NOMBRE D'EXEMPLAIRES	29
8.2. AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS DES ENTREPRISES CHARGEES DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	29
8.3. PRECISIONS SUR LE CONTENU DE LA PHASE ANALYSE DE L'ELEMENT DE MISSION ACT	30
■ Durant la publicité	30
■ Durant l'analyse	30
8.4. ÉLABORATION DES ORDRES DE SERVICE ADRESSE AUX TITULAIRES DES MARCHÉS DE TRAVAUX :	31
8.5. SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	31
8.6. VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES	32
8.7. VÉRIFICATION PAR LE MAITRE D'ŒUVRE DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DES ENTREPRENEURS ET ETABLISSEMENT DU PROJET DE DECOMPTE GENERAL	32
8.8. RECEPTION PARTIELLE DES MARCHÉS DE TRAVAUX	32
8.9. INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION	32
8.10. REPARATION DES DOMMAGES	32
8.11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	33

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

8.12. MESURES DE SECURITE	33
8.13. ACCES AU CHANTIER ET PRECAUTIONS PARTICULIERES	33
<u>9. OPERATIONS DE VERIFICATIONS</u>	<u>33</u>
<u>10. GARANTIES</u>	<u>34</u>
10.1. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	34
10.2. GARANTIE DECENNALE	34
10.3. APPEL EN GARANTIE	34
<u>11. PENALITES</u>	<u>35</u>
11.1. GENERALITES	35
11.2. PENALITE EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS	35
11.3. AUTRES PENALITES	36
<u>12. MOYENS HUMAINS</u>	<u>40</u>
12.1. EFFECTIFS ET MOYENS HUMAINS	40
12.2. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	40
12.3. SOUS-TRAITANCE	41
12.4. STIPULATIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	42
12.5. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE	42
12.6. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	42
12.7. OBLIGATION DE VIGILANCE	43
<u>13. ASSURANCES</u>	<u>44</u>
13.1. ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PENDANT ET APRES TRAVAUX	44
13.2. ASSURANCE DE GARANTIE DECENNALE	44
13.3. ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE	45
13.4. SINISTRES	45
<u>14. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES</u>	<u>45</u>
14.1. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES	45
14.2. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES :	46
<u>15. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE</u>	<u>46</u>

16.	RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES PRESTATIONS	47
16.1.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	47
16.2.	MISE EN DEMEURE	47
16.3.	RESILIATION POUR FAUTE	48
16.4.	EFFETS DE LA RESILIATION	48
16.5.	ARRET D'EXECUTION DES PRESTATIONS	48
16.6.	INTERRUPTION DES PRESTATIONS POUR RETARD DE PAIEMENT	48
16.7.	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCE IMPREVISIBLES	48
16.1.	MEDIATION	48
16.2.	TRIBUNAL COMPETENT	49

ELEMENTS CLES DU CONTRAT

Acheteur	Préfecture de Police Ville de Paris
Type de contrat	Marché de service – Maîtrise d'œuvre
Allotissement	Sans objet
Lieu d'exécution	3 avenue Guy Moquet à Valenton (94460)
Délai d'exécution	Le délai d'exécution des prestations court de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement.
Pénalités de retard	Article 12 du présent CCAP
Variation des prix	Révisable
Nature des prix	Prix global et forfaitaire

1. DEFINITIONS

Terme	Définition
Contrat :	Le contrat objet du présent document est un marché public passé en procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (JORF n°0078 du 1 ^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106877A)
Maître d'ouvrage :	Le maître d'ouvrage est l'acheteur, agissant en tant que pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du présent marché.
Maître d'œuvre :	Le maître d'œuvre est l'opérateur économique, titulaire du marché de maîtrise d'œuvre conclu avec le maître d'ouvrage. Il correspond à la ou les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui, en raison de leur compétence technique, sont chargées seule ou en groupement d'opérateurs économiques par le maître d'ouvrage ou son mandataire d'une mission globale visant à apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme élaboré par ce dernier pour la réalisation d'une opération objet du marché, et notamment de diriger l'exécution des marchés de travaux, de lui proposer leur règlement ou de l'assister lors des opérations de réception des travaux ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « maître d'œuvre » désigne le groupement, représenté par son mandataire.
Notification :	La notification est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique, notamment courriel, permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.
Programme :	Le programme est le document élaboré par le maître d'ouvrage qui comporte les éléments suivants relatifs à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage : les objectifs que l'opération doit permettre d'atteindre, les besoins que celle-ci doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.
Ordre de service :	L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.
L'admission :	L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle le maître d'ouvrage reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du

Terme	Définition
	marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.
La réception :	La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserves dans le cadre des marchés de travaux. Cet acte est le point de départ des délais de garantie (garanties légales et, le cas échéant, contractuelles).
La réfaction :	La réfaction est la décision prise par le maître d'ouvrage de réduire le montant des prestations à verser au maître d'œuvre lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché mais qu'elles peuvent être admises en l'état.
Prestation :	Les prestations désignent les missions de maîtrise d'œuvre objet du marché, comprenant tout ou partie des éléments de conception, d'assistance, de direction et de contrôle ainsi que les éventuelles missions complémentaires.
Jours :	<p>Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.</p> <p>Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.</p> <p>Tous les délais journaliers prévus au présent marché, sauf information contraire, sont exprimés en jours calendaires et expirent à minuit le dernier jour du délai.</p> <p>Le fuseau horaire utilisé est celui du lieu d'exécution des travaux (UTC+2).</p>

2. PIECES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/MOE, les pièces contractuelles, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seuls foi, sont par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement et ses annexes
 - o Annexe 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
 - o Annexe 2 : Décomposition du temps par élément de mission.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Fiche entreprise « proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire » ;
 - o Annexe 2 : « Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi » ;
- Le Programme détaillé ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106877A) ;

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (JORF n°0078 du 1er avril 2021 - NOR : ECOM2106871A) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée des pièces écrites et éventuellement graphiques, complétée le cas échéant des éléments apportés à l'issue des négociations.

Le maître d'œuvre est réputé accepter sans restriction ni réserves toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées. Le cas échéant, les documents pris en compte sont ceux résultant de la négociation.

3. OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Objet de la prestation

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet de construction d'un plateau technique d'instruction aux risques NRBC, sis 3 avenue Guy Moquet à Valenton (94460), au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Contexte de l'opération :

L'opération concernée par le marché sera située sur le site du Groupement de Formation d'Incendie et de Secours (GFIS). Ce projet présente la particularité que les travaux ont déjà commencé à hauteur d'environ 30 %. Cependant, en raison de certaines difficultés, la BSPP a dû interrompre le chantier pour relancer une nouvelle consultation de maîtrise d'œuvre.

Dans ce cadre, il convient de préciser qu'une maîtrise d'œuvre a déjà été réalisée, avec l'achèvement des missions APS, APD et PRO. Après une visite de site et une analyse du programme ainsi que de l'existant, la reprise du chantier interviendra à partir de la phase PRO. La mission consistera principalement à réaliser les missions ACT, VISA, DET et AOR, avec un focus sur la phase de réalisation plutôt que sur la conception. Le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble des éléments graphiques et techniques, et a validé la solution proposée par l'ancien maître d'œuvre. Ces documents seront mis à disposition dès la notification.

La mission complémentaire OPC est également confiée au maître d'œuvre.

Enveloppe financière prévisionnelle des travaux :

1 300 000,00 € HT (T2/2023).

3.1. Eléments de mission

Le marché est un marché de maîtrise d'œuvre partielle qui comprend les éléments de mission de base PRO partielle ACT, DET, VISA et AOR au sens de l'article R2431-4 du code de la commande publique. Le marché comprend également la mission complémentaire OPC.

Ces éléments de mission s'exécutent dans la continuité des éléments de mission exécutés par le maître d'œuvre précédent.

La mission est constituée des éléments suivants et détaillés dans le programme détaillé :

- La mission PRO – DCE doit être reprise et finalisée. Le maître d'œuvre doit reprendre les pièces graphiques du PRO, le permis de construire ainsi que le CCTP du marché de travaux.
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux ;

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

- L'examen de la conformité et le visa des plans d'exécution réalisés par les entreprises pour chaque lot.
- La direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La mission complémentaire confiée au maître d'œuvre est la suivante :

- ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier (OPC).

3.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti au motif que son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.3. Intervenants

■ Parties au marché

Le maître d'œuvre :

La ou les personnes physiques habilitées à représenter le maître d'œuvre auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché, sont précisées dans l'offre technique du maître d'œuvre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'œuvre en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/MOE, en cas de modification de ce représentant, le maître d'œuvre doit en aviser le maître d'ouvrage au moins 7 jours calendaires avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de cette modification ainsi que, le CV, les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le maître d'œuvre devra présenter un remplaçant adéquat dans les 7 jours calendaires suivant le refus du maître d'ouvrage de telle sorte que le bon déroulement des prestations engagées ne soit pas compromis.

Il appartient notamment au maître d'œuvre de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents du marché.

Le maître d'œuvre désigne un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et de l'application des spécifications techniques du marché. Il est le correspondant exclusif représentant le maître d'œuvre auprès du maître d'ouvrage et transmet son numéro de téléphone pour appel direct ainsi que son numéro de portable et son adresse courriel.

Cet agent informera le maître d'ouvrage de tous les problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

Le maître d'ouvrage :

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Le maître d’ouvrage est la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), représentée par :

Bureau Soutien de l’Infrastructure

1 avenue Guy Môquet

94460 Valenton

■ Autres intervenants

Le Contrôle technique (CT) est assuré par :

Le contrôleur technique pour l’opération n’est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d’œuvre. Le maître d’ouvrage communiquera au maître d’œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation. Le maître d’œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l’ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d’ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d’obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l’ouvrage.

La Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) est assurée par :

Le coordinateur des systèmes de sécurité incendie n’est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d’œuvre. Le maître d’ouvrage communiquera au maître d’œuvre les coordonnées du CSSI dès sa désignation.

Dans le cadre de son marché, le maître d’œuvre devra fournir au coordinateur toutes les informations ou documents nécessaires à l’exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Les avis et préconisations formulées par le coordinateur SSI au cours des études, du chantier, ainsi qu’en phase de réception, à l’issue du délai de garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongé, devront être observés et ne pourront à aucun moment faire l’objet d’une majoration de coûts.

Le maître d’œuvre désignera un interlocuteur privilégié, chargé des relations avec le CSSI pendant la durée du marché.

La Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé (CSPS) est assurée par :

Le coordinateur pour la sécurité et la protection de la santé n’est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d’œuvre. Le maître d’ouvrage communiquera au maître d’œuvre les coordonnées du CSPS dès sa désignation.

Dans le cadre de son marché, le maître d’œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l’exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Le maître d’œuvre doit tenir compte à ses frais de l’ensemble des observations du coordonnateur SPS, que le maître d’ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d’obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l’ouvrage.

Tout différend entre le maître d’œuvre et le coordonnateur est soumis au maître de l’ouvrage.

3.4. Lieu d’exécution

3 avenue Guy Moquet à Valenton (94460)

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d’œuvre pour la construction d’un plateau technique d’instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

3.5. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché à prestations similaires dans les conditions et conformément aux dispositions prévues à l'article R 2122-7 du Code de la commande publique.

3.6. Ordre de service

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre en accuse réception datée.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/MOE, lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le maître d'œuvre visent à informer le maître d'ouvrage qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage.

En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de 15 jours calendaires, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre ne peut pas refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, s'il lui est notifié plus de six mois après la notification du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations.

Dans le cadre des marchés de travaux, le maître d'œuvre contresigne les ordres de services établis par le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre ne sera pas autorisé à notifier des ordres de services aux entrepreneurs.

3.7. Tranches

Sans objet.

3.8. Mode de dévolution envisagé des travaux

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, le choix définitif du mode de dévolution des travaux doit être proposé au plus tard à la réception de l'APD.

Le mode de dévolution des marchés de travaux est prévu en 8 lots.

Le maître d'œuvre établit ses estimations selon cette hypothèse.

Le choix du mode de dévolution relève du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre ne peut se prévaloir de difficultés d'exécution, de réclamations indemnitaires ou d'allongement de délais d'exécution fonction du choix du mode de dévolution des travaux.

4. DUREE DU MARCHE

4.1. Durée globale du marché

Le marché court de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement éventuellement prolongé.

L'ensemble des aléas propres à l'opération, qu'ils se rapportent aux consultations organisées pour les marchés de travaux (déclaration sans suite, infructuosité, etc.) ou encore à l'exécution des travaux (délais de délivrance des ordres de service de démarrage, retards de chantier, etc.) sont susceptibles de faire évoluer la durée des travaux, sans que ces dernières puissent être opposées au maître d'ouvrage en vue d'une indemnisation.

Le phasage, le contenu et la durée des travaux sera fixé lors des études.

A titre indicatif, la durée prévisionnelle des travaux est : 24 mois (GPA comprise) à compter de la date de notification de l'ordre de service démarrant les prestations.

4.2. Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution de chacun des éléments de mission court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Pour les éléments de mission comportant des prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au maître d'ouvrage, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Au sens de l'article 20.2 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage dispose des délais suivants pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Les délais d'exécution des missions du maître d'œuvre sont fixés ci-dessous.

Élément de mission	Délai d'exécution	Délai de validation estimé (non contractuel)	Délai de validation maximum (contractuel)
PC (Permis de Construire, en temps masqué)	4 semaines à compter de la réception de l'ordre de service	2 semaines à compter de la réception de l'ordre de service de d	4 semaines à compter de la réception de l'ordre de service

Elément de mission	Délai d'exécution	Délai de validation estimé (non contractuel)	Délai de validation maximum (contractuel)
PRO PARTIEL (Reprise du PRO existant)	4 semaines à compter de la réception de l'ordre de service	2 semaines à compter de la réception du PRO	3 semaines à compter de la réception du PRO
ACT – Remise du DCE (y compris OPC phase études)	<p>Pour le RAO : 15 jours à compter de la date figurant sur l'OS de démarrage de l'élément de mission, décomposées comme suit :</p> <p>Analyse des candidatures et analyse préliminaire des offres : 20 jours à compter de la réception des offres</p> <p>Pré-rapport correspondant à la remise l'analyse de toutes les offres accompagnées des demandes de précisions à adresser aux candidats : 20 jours à compter de la réception des offres</p> <p>Rapport définitif correspondant à la remise de l'analyse définitive et consolidée des offres,</p>	<p>15 jours à compter de la réception du DCE</p> <p>15 jours à compter de la réception de chaque RAO</p>	<p>15 jours à compter de la réception du DCE</p> <p>15 jours à compter de la réception de chaque RAO</p>

Elément de mission	Délai d'exécution	Délai de validation estimé (non contractuel)	Délai de validation maximum (contractuel)
	<p>avec ou sans négociation : 20 jours à compter de la réception des offres</p> <p>Le maître d'œuvre est tenu de répondre, aux questions posées par les soumissionnaires a dans un délai de 3 jours maximum à compter de leur transmission par le maître d'ouvrage. Il est également tenu de transmettre, dans le même délai, les modifications à apporter au DCE, le cas échéant.</p> <p>En tout état de cause, si un livrable découlant de la mission ACT est jugé non acceptable par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre s'engage à parfaire et corriger ses prestations conformément aux exigences du maître d'ouvrage et dans les nouveaux délais prescrits.</p>		

Le point de départ des délais de validation du maître d'ouvrage indiqués dans le tableau ci-dessus court à compter de la date de livraison effective de la totalité de la prestation et /ou de la remise de la totalité du livrable attendu. Tout livrable considéré comme incomplet ne saurait faire courir le délai de validation.

En tout état de cause, les études de maîtrise d'œuvre et les travaux peuvent avoir lieu durant les périodes de vacances scolaires (estivales et hivernales). En conséquence, le maître d'œuvre ne pourra s'opposer à exécuter les prestations durant lesdites périodes et demander une modification du calendrier d'exécution pour cette raison.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

4.3. Délai de remise des prestations – VISA

L'élément de mission VISA débute avec le démarrage des marchés de travaux et se déroule tout au long de celui-ci.

Pour l'élément VISA, les documents suivants doivent être remis dans les délais précisés ci-après :

- Document d'exécution des entreprises : 7 jours calendaires
- Validation des sous-traitants : 3 jours calendaires

Le maître d'œuvre dispose de 5 jours calendaires à compter de la remise des autres documents (note de calcul, PPSPS, fiches techniques etc.) pour émettre ses observations dans le cadre de la mission VISA.

Le point de départ de chacun de ces délais, est la date de réception des documents à viser par le maître d'œuvre.

En cas de remises des études d'exécution par les titulaires des marchés de travaux en dehors du calendrier contractuel, le maître d'œuvre peut solliciter un délai supplémentaire si le nombre d'études remis est important.

5. PRIX ET VARIATION DES PRIX

5.1. Nature des prix

Le marché est conclu à prix mixte :

- Prix forfaitaire inscrit à l'acte d'engagement

Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

5.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/MOE, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

5.3. Mois d'établissement des prix

Le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 mentionné à l'acte d'engagement.

5.4. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle est perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

5.5. Variation des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, à savoir à la date qui précède la date limite de remise de l'offre fixée à l'article B2 de l'acte d'engagement.

L'indice de référence retenu pour la révision des prix est le suivant :

ING

Les indices sont publiés notamment au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment et sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$C = I_m / I_0$

dans laquelle C est le coefficient de révision, I₀ et I_m sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

6. REMUNERATION ET ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE

6.1. Rémunération du maître d'œuvre

■ Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement est provisoire, conformément aux dispositions des articles R2112-18 et R2432-7 du Code de la commande publique. Ce montant a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- les missions APS, APD et PRO partiel ont déjà réalisées par le précédent maître d'œuvre ;
- le contenu de la mission fixée par le CCAP et le programme détaillé ;
- le programme ;
- la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage ;
- les éléments de complexité liés aux contraintes urbaines et de voisinage dans l'élaboration du permis de construire ;
- les délais des études du maître d'œuvre et le délai de vérification par le maître d'ouvrage ;

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

- les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- la durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- le découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- la continuité du déroulement de l'opération ;
- les coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre ;

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'événements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R2194-2, R2194-5, R2194-7 et R2194-8 du Code de la commande publique et selon les modalités définies aux articles 9.1.2, 9.2.1 et 9.2.2 du CCAP.

- **Fixation de l'enveloppe financière du maître d'ouvrage affectée aux travaux** Le maître d'ouvrage fixe la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'ensemble des travaux [CEnv].

Celle-ci figure dans l'acte d'engagement, en valeur du mois M0 (M0 études) indiqué également dans l'acte d'engagement.

L'enveloppe financière est le montant maximum consacré par le maître d'ouvrage (hors seuil de tolérance, aléas, rémunération des marchés connexes, assurances, études complémentaires, intérêts moratoires, frais de voiries, concessionnaires, mobilier etc).

- **Établissement du coût prévisionnel (CP0 et CPD)**

Le coût prévisionnel des travaux (**CP0**) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- Du forfait de rémunération du maître d'œuvre ;
- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- Des frais éventuels de contrôle technique ;
- Des frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Des frais d'autres prestations intellectuelles éventuelles (géomètre, AMO ...) ;
- De la prime éventuelle de l'assurance dommage et CCRD ;
- De tous les frais financiers.

Le coût prévisionnel des travaux (CP0) est fixé dans l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 fixé également dans l'acte d'engagement.

Si CPD > CP0 : si le coût prévisionnel définitif des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la **remise du PRO définitif** est supérieur aux coûts prévisionnels des travaux fixés à l'acte d'engagement sur la base des conditions économiques du mois M0, le maître d'ouvrage peut :

- Refuser d'admettre les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet dont le coût est inférieur ou égal à CP0 ;

- D'admettre les prestations du maître d'œuvre et l'augmentation du coût prévisionnel définitif des travaux par ordre de service à prix d'attente puis par avenant.

Si $CPD \leq CP0$: si le coût prévisionnel définitif des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise **du PRO définitif** est inférieur ou égal aux coûts prévisionnels des travaux fixés à l'acte d'engagement sur la base des conditions économiques du mois M0, le maître de l'ouvrage arrête par ordre de service le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

■ Taux de tolérance et établissement du seuil n°1

Le coût prévisionnel des travaux (CP0) est assorti d'un taux de tolérance (X1), qui permet de définir un seuil de tolérance.

Le seuil de tolérance sur coût prévisionnel (**SCP1**) est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance :

Pour la présente mission de maîtrise d'œuvre :

- Le taux de tolérance X1 est fixé à 2%
- Le seuil de tolérance SCP1 est égal à $SCP1 = (1+X1)*CP0$

À la suite de la **remise du PRO définitif**, l'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet qu'il conçoit reste inférieur ou égal au seuil de tolérance.

Chaque fois que le maître d'œuvre constate que son projet ne respecte pas le seuil de tolérance et avant même de connaître le résultat de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit en informer le maître d'ouvrage et reprendre gratuitement ses études si celui-ci le lui demande.

Les augmentations du coût des travaux doivent être qualifiées suivants les 3 catégories suivantes :

- Catégorie 1 : modifications de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage ;
- Catégorie 2 : aléas présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat ;
- Catégorie 3 : autres modifications que celles énoncées en catégories 1 et 2, et en particulier, sans que ce soit limitatif, les modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, modifications découlant d'imprécisions ou d'erreurs dans ses études.

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne peut en aucun cas, y compris lorsque les travaux sont arrêtés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit à une modification des conditions de respect par le maître d'œuvre des coûts assortis du seuil SCP1.

A contrario, les modifications de catégorie 1 et 2 seront prises en compte pour le calcul du respect des engagements financiers du maître d'œuvre, notamment pour l'appréciation du respect du seuil de tolérance SCP1 (augmentation du seuil).

■ Application du seuil de tolérance SCP1

Hypothèse 1 : $CR > SCP1$

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Si à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, c'est à dire après réception et discussion du rapport d'analyse des offres établi par le maître d'œuvre, le coût de référence (CR) dépasse le seuil de tolérance SCP1, le maître d'ouvrage peut :

- Demander au maître d'œuvre d'adapter ses études conformément au programme initial, sans rémunération complémentaire dans le délai prescrit par le maître d'ouvrage.

Cette adaptation doit permettre d'aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises en cas de nouvelle(s) procédure(s) ou à une base de négociation avec les candidats (en cas de procédure permettant la négociation). La négociation ne saurait sensiblement modifier les conditions initiales de mise en concurrence.

Si le maître d'œuvre ne trouve pas de solution pour respecter cette dernière attente, il peut être considéré comme défaillant et le présent marché peut être résilié conformément à l'article 30 du CCAG/MOE. Si la reprise des études est ordonnée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut être autorisé à dégrader les prestations prévues aux CCTP des marchés de travaux. S'il en résulte une baisse du coût de référence [CR], un avenant sera conclu afin d'ajuster, proportionnellement au nouveau cout de référence issu de la nouvelle mise en concurrence, la rémunération des éléments de missions relatifs à la réalisation de l'opération, sur la base des prix unitaires inscrits à la DPGF du marché.

- Accepter l'augmentation du coût prévisionnel des travaux et notifier les marchés de travaux.

Hypothèse 2 : $CR \leq SCP1$

Si le coût de réalisation des travaux [CR] est inférieur ou égal au seuil de tolérance 1 [SCP1], le maître de l'ouvrage notifie les marchés de travaux.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la phase PRO et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant suivant la validation du PRO définitif.

6.2. Engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux

■ Définition du coût de référence (CR)

A l'issue de la mission ACT, lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux de l'ensemble de l'opération, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux (CR) comme suit.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, y compris les variantes, économiquement les plus avantageuses, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois M0 études du marché de maîtrise d'œuvre (numérateur) et au mois M0 des offres travaux (dénominateur).

En cas de désaccord sur l'offre économiquement la plus avantageuse, la décision du maître d'ouvrage s'impose au maître d'œuvre.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

■ Définition du coût de réalisation des travaux (CRT)

Le coût de réalisation des travaux [CRT] est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux et est établi sur la base des conditions économiques du mois M0 travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de réalisation des travaux [CRT].

■ Etablissement du seuil de tolérance n°2 (SCP2)

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance (X2), qui permet de définir un seuil de tolérance SCP2.

Le seuil de tolérance SCP2 est égal au coût de réalisation des travaux CRT majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Pour la présente mission de maîtrise d'œuvre :

- Le taux de tolérance X2 est fixé à 2%
- Le seuil de tolérance SCP2 est égal à $SCP2 = (1+X2) * CRT$

Les augmentations du coût des travaux doivent être qualifiées suivants les 3 catégories suivantes :

- Catégorie 1 : modifications de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage ;
- Catégorie 2 : aléas présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat ;
- Catégorie 3 : autres modifications que celles énoncées en catégories 1 et 2, et en particulier, sans que ce soit limitatif, les modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, les modifications découlant d'imprécisions ou d'erreurs dans ses études ou dans le suivi d'exécution.

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne peut en aucun cas, y compris lorsque les travaux sont arrêtés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit à une modification des conditions de respect par le maître d'œuvre des coûts assortis du seuil SCP2.

A contrario, les modifications de catégorie 1 et 2 peuvent être prises en compte pour le calcul du respect des engagements financiers du maître d'œuvre, notamment pour l'appréciation du respect du seuil de tolérance SCP2 (augmentation du seuil).

■ Travaux supplémentaires en phase exécution

Les travaux supplémentaires ou modificatifs ayant une incidence financière doivent recueillir l'accord préalable de la maîtrise d'ouvrage.

Cet accord porte sur une fiche technique modificative (FTM) ou sur un projet d'ordre de service soumis à l'avis de la maîtrise d'ouvrage. Ce document doit comporter le coût des travaux supplémentaires ou modificatifs, évalué soit à partir d'un devis de l'entreprise, soit à défaut par une estimation établie par le maître d'œuvre.

Dans le cas d'un devis de l'entreprise, celui-ci est analysé et éventuellement corrigé par le maître d'œuvre.

Dans tous les cas, les montants sont exprimés suivant les conditions économiques du mois M0 du marché de travaux.

Le montant des travaux modificatifs ou supplémentaires doit faire l'objet d'une décomposition du prix forfaitaire. Celle-ci utilise les prix d'unités figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou du bordereau des prix unitaires du marché de travaux concerné, complétés

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

éventuellement de prix nouveaux pour des prestations pour lesquelles le maître d'œuvre ne dispose d'aucune référence dans le marché.

Lorsque des travaux sont exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit rechercher des économies en contrepartie de ces travaux.

■ **Coût constaté des travaux (Cc)**

A l'issue des travaux, le coût constaté [Cc] des travaux est le montant, en valeur M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisation de prix.

Il résulte des décomptes généraux et définitifs et comprend les avenants passés en cours de chantier ou en fin de travaux et inclut les réclamations admises par le maître d'ouvrage, en accord avec les entrepreneurs, à l'exclusion des sujétions techniques imprévues.

En cas de désaccord sur l'admission des réclamations, la décision souveraine du maître d'ouvrage l'emporte. Le maître d'œuvre ne pourra se prévaloir d'un quelconque préjudice subi.

■ **Réfaction [R] pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût constaté des travaux [Cc], est supérieur au seuil de tolérance SCP2, le maître d'œuvre peut supporter une réfaction [R].

La réfaction est calculée comme suit :

$$R = (Cc - SCP2) \times \text{Taux}$$

Dans laquelle :

- R = le montant de la réfaction ;
- Cc = le coût constaté des travaux ;
- SCP2 = le seuil de tolérance SCP2 ;
- Taux = le résultant du rapport FP/CP0 dans lequel :
 - o FP = forfait provisoire de rémunération fixé à l'acte d'engagement ;
 - o CP0 = coût prévisionnel des travaux fixé à l'acte d'engagement

Conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette réfaction ne peut excéder 15% (quinze pour cent) du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés des travaux.

■ **Mesures conservatoires**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages [CRT] augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux correspondant à des modifications de programme demandées par le maître d'ouvrage) dépasse le seuil de tolérance, des retenues intermédiaires provisoires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'ACT, suivant les modalités de calcul précisées au point 10 « Réfaction pour dépassement du seuil de tolérance ».

■ **Echéancier prévisionnel de paiement des marchés de travaux**

Le maître d'œuvre, en lien avec le responsable de la mission OPC, le cas échéant, produit et met à jour un échéancier prévisionnel financier de l'opération de la phase APS jusqu'à la réception des travaux.

Ce document, présente sous la forme de tableau, décrit dans le temps et par poste, l'ensemble des coûts des marchés de travaux, de leur notification jusqu'à leur réception. La trame de cet échéancier est établie en accord avec le maître d'ouvrage et est mise à jour tout au long de la

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

mission du maître d'œuvre. La structure de cet échéancier est amenée à se développer ou se restructurer en fonction de l'avancée des études et des éventuels arbitrages du maître d'ouvrage.

- En PRO, cet échéancier de paiement comprend la ventilation, par mois, du coût prévisionnel définitif des travaux, décomposée par lots et sur la base de l'avant métré.
- En ACT,
 - Lors de la remise du DCE : le maître d'œuvre présente le coût prévisionnel des travaux décomposé par lot sur la base de l'avant-métré. A cette tire, le maître d'œuvre remet, en sus des DPGF vierges, des DPGF renseignées comprenant son estimation des quantités et des prix (unitaires et appliquées aux quantités).
 - Lors de la remise de l'analyse des offres, l'échéancier de paiement comprend la ventilation par mois, du coût de référence des travaux (CR), sur la base des calendriers prévisionnels des opérateurs économiques, attributaires des marchés de travaux ;
- En DET et pendant la période de préparation des travaux, cet échéancier de paiement comprend la ventilation, par mois, du coût de référence des travaux, sur la base des échéanciers produits par les entrepreneurs. Cet échéancier de paiement est mis à jour mensuellement, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

6.3. Passage des prix provisoires aux prix définitifs

Le forfait provisoire de rémunération (FP) est fixé dans l'acte d'engagement.

Le taux de rémunération « t » résulte du rapport entre FP et CP0.

Il est procédé à la fixation du forfait de rémunération définitif des missions de base dès que le coût prévisionnel définitif des travaux (CPD) est établi, c'est-à-dire à la validation de l'élément remise **du PRO définitif** sous réserve d'une modification de programme postérieure à la prise des engagements définitifs.

Si l'augmentation du coût prévisionnel des travaux donne lieu à un complément de rémunération du maître d'œuvre, le forfait de rémunération définitif des missions de base est égal, en fonction des catégories ci-après, au produit du taux de rémunération (t) par le coût prévisionnel CPD.

Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant en application des articles R.2432-7 et R.2194-1 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

CLASSIFICATION DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIONS

Lors des études, les modifications dans la consistance du projet sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des trois catégories ci-après :

- Catégorie 1 : modifications de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage ;
- Catégorie 2 : aléas présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat ;
- Catégorie 3 : autres modifications que celles énoncées en catégories 1 et 2, et en particulier, sans que ce soit limitatif, les modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, modifications découlant d'imprécisions ou d'erreurs dans ses études.

À l'issue de chaque phase de sa mission le maître d'œuvre soumet à l'approbation du maître d'ouvrage la liste des modifications affectant le projet. Pour chaque poste de la liste, le maître

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

d'œuvre fournit une justification de la modification, l'estimation détaillée de son incidence financière et une proposition argumentée de classement suivant les catégories 1, 2 et 3.

L'estimation de l'incidence financière des modifications est faite suivant les conditions économiques du mois M0 études.

Les modifications de catégorie 3 ne peuvent en aucun cas donner lieu à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre.

7. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE

7.1. Avances

En application de l'article 11.1 du CCAG/MOE, l'option B est retenue.

Sauf renoncement du maître d'œuvre porté à l'acte d'engagement, le versement de l'avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxe (HT) et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la notification du marché.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes (TTC) comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le maître d'œuvre du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au maître d'œuvre n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au maître d'œuvre quand le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 65% ou 55 % dans le cas d'une avance à 10% du montant TTC du marché.

7.2. Acomptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que :

- Le montant des prestations exécutées, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- La décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

En application de l'article 11.4.2 du CCAG/MOE, le marché prévoit le versement d'acomptes à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations.

Pour les prestations incluses dans l'élément de mission ACT :

- 20 % après réception du dossier de consultation des entreprises ;

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

- 60 % après réception du rapport analyse des offres ;
- 20 % après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de l'offre ou des offres des opérateurs économiques.

Le cas échéant, si l'analyse fait l'objet d'acomptes distincts, les répartitions retenues seraient :

- 20 % analyse préliminaire des candidatures ;
- 20 % pré-rapport d'analyse des offres ;
- 40 % rapport définitif ;
- 20 % après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de l'offre ou des offres des opérateurs économiques.

Pour les prestations incluses dans l'élément de mission DET :

- 85 % répartis par acomptes mensuels proportionnels à l'avancement réel des travaux ;
- 15 % à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entrepreneurs.

Pour les prestations incluses dans l'élément de mission AOR :

- En cas de réception sans réserve : 55 % à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, de la proposition de réception sans réserve adressée par le maître d'œuvre ;
- En cas de réception avec réserve :
 - o 20 % à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du certificat établi par le maître d'œuvre des OPR avec réserves ;
 - o 35 % à la réception des documents constituant la levée des réserves.
- A la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) : 20 % ;
- A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages : 25 %.

Pour les prestations incluses dans l'élément de mission OPC :

- 20% à la remise du DCE ;
- 70% répartis *parata temporis* suivant l'avancement réel des travaux (période de préparation comprise) ;
- 10% après la levée complète des réserves.

Les demandes de paiement, établies par le maître d'œuvre, comportent le compte rendu d'avancement des éléments de mission et indiquent le pourcentage approximatif de l'avancement de leur exécution.

Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Les acomptes relatifs aux missions de base seront payés sur la base de la rémunération forfaitaire provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération des missions de base, il sera procédé, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement, si nécessaire, du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

7.3. Retenue de garantie

Sans objet

7.4. Paiement par acomptes mensuels

Les prestations sont réglées par acomptes mensuels dont le montant correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

7.5. Demande de paiement pour solde

7.5.1. Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE. Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- le forfait définitif de rémunération ;
- le montant des missions complémentaires ;
- le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement, qui correspond à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le maître d'œuvre ne produit pas son décompte final dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du maître d'œuvre. Ce décompte final est notifié au maître d'œuvre avec le décompte général.

7.5.2. Décompte général devenu définitif

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

7.5.3. Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

7.5.4. Délais de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux articles L2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Conformément aux dispositions des articles L.2192-10 et suivants relatif à la facturation électronique dans la commande publique, après exécution des prestations, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct doit envoyer sa facture via la solution mutualisée dénommée CHORUS PRO en ligne à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Les factures afférentes aux paiements sont établies en un (1) original portant, outre les mentions légales (décret n° 88-74 du 21 janvier 1988 - annexe C), les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro complet du compte bancaire ou postal tel que précisé au présent document ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total TTC ;
- Le numéro et la date de la facture ;
- Le numéro de marché correspondant ;
- Les mentions obligatoires figurant sur les bons de commande transmis par la BSPP :
 - Le numéro d'engagement comptable ;
 - Le numéro SIRET du budget spécial de la Préfecture de Police : 177 501 517 00011 ;
 - Le code du service gestionnaire BSPP : 61BSPP.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, ce qui entraînera son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci est retournée au contractant qui doit la rendre conforme avant de la renvoyer au pouvoir adjudicateur. Le délai légal de paiement est interrompu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme en application de l'article R.2192-27 du code de la commande publique.

En cas de transmission d'une facture au format papier, le pouvoir adjudicateur invitera le titulaire à utiliser le portail de facturation et rejettera la facture.

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire est invité à se rendre à l'adresse suivant : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr>.

Tout changement de dénomination, de raison sociale ou de relevé d'identité bancaire doit être communiqué sans délai à l'administration. Une lettre sera donc envoyée par courrier avec accusé réception à l'adresse suivante :

BRIGADE DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS
Bureau des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Section Commande Publique
Groupe Administration des Marchés
1, place Jules Renard – BP31
75823 PARIS cedex 17

Le régime des paiements sera opéré conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus

Consultation n° V2024BMI24: Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros sera appliquée.

7.6. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au maître d'œuvre et à ses sous-traitants (en cas de sous-traitance déclarée lors de la remise de l'offre) ;
- Le cas échéant, au maître d'œuvre, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

7.7. Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du département de Paris

Comptable assignataire

94, rue de Réaumur

75002 Paris

8. EXECUTION ET PERIMETRE DES PRESTATIONS

8.1. Présentation des documents d'études au maître d'ouvrage et nombre d'exemplaires

Toutes les informations et pièces communiquées par le maître d'œuvre sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des documents remis de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

8.2. Agrément des sous-traitants des entreprises chargées de l'exécution des travaux

A la demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre reçoit communication des demandes d'agrément reçus des entrepreneurs.

Il doit s'assurer du respect de la pleine composition du dossier de demande d'agrément conformément aux dispositions des cahiers des charges leur étant applicable, et des capacités économiques, techniques et professionnelles de l'opérateur économique présenté. Il doit également s'assurer de la compatibilité des montants des actes spéciaux avec les montants disponibles des marchés de travaux.

Le délai d'analyse du dossier est de 3 jours ouvrés.

Tout acte spécial en plus ou moins-value devra faire l'objet d'un visa du maître d'œuvre.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de mettre en place un workflow dématérialisé pour l'instruction des actes spéciaux de sous-traitance. Les modalités de mise en œuvre feront l'objet d'un avenant au présent marché.

8.3. Précisions sur le contenu de la phase analyse de l'élément de mission ACT

■ Durant la publicité

Le maître d'œuvre devra participer à l'organisation des visites obligatoires et en assurera l'organisation dans les conditions prévues par le(s) règlement(s) de consultation des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre doit communiquer un projet de réponse au maître d'ouvrage pour chaque question technique posée par les opérateurs économiques aux marchés de travaux.

■ Durant l'analyse

Lors de l'analyse des candidatures et des offres, une connaissance approfondie ainsi qu'une stricte application de la réglementation relative à la commande publique sont attendues du maître d'œuvre.

Toute demande complémentaire formulée en ce sens pour la composition du rapport devra être accomplie par le maître d'œuvre et rémunérée sur la base du seul forfait de rémunération.

Pour l'établissement du rapport d'analyse, le maître d'œuvre devra faire usage des trames et modèles fournis par le maître d'ouvrage, et devra répondre au degré d'exigence imposé. Il ne saurait se prévaloir d'une charge de travail qu'il n'a pu anticiper et reprendra autant de fois que nécessaire le ou les documents attendus.

L'analyse des candidatures et offres est susceptible de se décomposer en plusieurs phases. Le maître d'œuvre devra en conséquence proposer autant de documents d'études que de phases d'analyse, dans le respect des règles et des finalités prévues par la réglementation relative à la commande publique.

Les phases d'analyse susceptibles de s'appliquer sont les suivantes :

- Analyse des candidatures (est réputée comprendre l'ouverture des plis) ;
- Analyse des offres avant négociation ;
- Établissement d'un plan de négociation applicable à chaque offre pré retenue ;
- Analyse des offres après négociation.

Pour l'analyse des candidatures et offres (avant et après négociation, le cas échéant), un tableau d'analyse comparative ainsi qu'un rapport exhaustif est à remettre.

Il est attendu une formulation écrite, une grammaire complète et le respect des règles d'orthographe. A défaut, le rapport sera retourné au maître d'œuvre sans octroi de délai supplémentaire.

Le maître d'œuvre doit analyser chaque offre selon une méthodologie unique. Pour ce faire il doit notamment :

- Identifier les attentes de l'administration pour chaque capacité technique et professionnelle, critère et/ou sous critère ;
- Confronter chaque candidature/offre à ces attentes et en conclure sur leurs avantages ou carences ;
- Identifier de manière précise la singularité de chaque candidature/offre ;
- Proposer un cadre de mémoire technique sur la base desquelles les entreprises devront ou pourront répondre (analyse des offres uniquement) ;

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

- Proposer une analyse détaillée des candidatures et offres, critère par critère (et sous-critère le cas échéant), de 1 500 caractères minimum par critère/s (et sous critère le cas échéant).

A noter :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de commander la production d'une première analyse des offres anticipée portant sur une partie des lots du marché (ex : « petits lots », mise en concurrence anticipée sur lot déconstruction/désamiantage...). Ce premier rapport ne saurait donner lieu à aucune évolution du prix forfaitaire.

L'ajournement des prestations ne saurait donner droit à des délais d'exécution complémentaires.

8.4. Élaboration des ordres de service adressé aux titulaires des marchés de travaux :

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage.

Les éventuelles observations des entrepreneurs aux ordres de service seront obligatoirement notifiées au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux (DET) », le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur (titulaires du marché de travaux) et les transmettre au maître d'ouvrage.

En aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service lui-même si ces ordres de services sont relatifs :

- À la notification de la date de commencement des travaux ;
- Au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle (le cas échéant) ;
- À la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ou ayant des incidences financières ;
- À des modifications de programme ;
- À des modifications de délais contractuels ;
- À la sous-traitance ;
- À une décision de poursuivre ;
- À la suspension du délai de paiement d'une demande de paiement d'une entreprise ;
- À la notification/affermisssement d'une tranche de travaux.

Les ordres de service sont signés et/ou contresignés par le maître d'ouvrage et notifiés aux entrepreneurs par celui-ci.

Un ordre de service est nécessaire de la part du maître d'ouvrage :

- Quand une décision de celui-ci marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation, notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission ;
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du maître d'œuvre ;
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les stipulations contractuelles ;
- Quand le maître d'ouvrage souhaite prolonger son délai d'approbation des documents.

8.5. Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux (mission DET) incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Il est tenu de faire respecter par les entrepreneurs l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

8.6. Vérification des projets de décomptes

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours ouvrés à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

8.7. Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document.

8.8. Réception partielle des marchés de travaux

Les marchés de travaux peuvent faire l'objet de réception partielle.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, le cas échéant après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

8.9. Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 20 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre.

8.10. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'œuvre.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

8.11. Clause environnementale

Sans objet.

8.12. Mesures de sécurité

Le marché s'exécute dans des lieux où des mesures de sécurité s'appliquent au sens de l'article 5.3 du CCAG/MOE.

Le maître d'œuvre ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

8.13. Accès au chantier et précautions particulières

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'accès par le personnel du titulaire aux zones protégées, en raison de l'activité qui s'y exerce, est soumis à autorisation préalable. Cette autorisation préalable peut-être délivrée à l'issue d'une enquête administrative pouvant donner lieu à la consultation de traitements automatisés de données personnelles.

De manière générale, l'accès par le personnel du prestataire aux sites de la BSPP est soumis à autorisation préalable, plus ou moins restrictive. Le titulaire doit se conformer, a minima, au règlement intérieur de chaque site d'exécution des prestations prévues, il doit veiller au respect des règles d'accès et de circulation sous peine de se voir refuser l'accès des sites de la BSPP.

La BSPP peut à tout moment renforcer les conditions d'accès pour un motif d'intérêt général, ou les assouplir. Le prestataire est informé, sans délai, des évolutions dans ce domaine par tout moyen (courrier, fax, mail) pouvant justifier de la réception de l'information.

La BSPP, en tant qu'unité militaire, est tenue de vérifier les identités des personnes accédant à ses sites. Dans cet objectif, il sera demandé transmettre à la BSPP les éléments, comme détaillé ci-dessous, afin de permettre le criblage du personnel.

Pour chaque employé de la société amenée à devoir travailler sur le site, il sera exigé de retourner les 3 documents suivants :

- La demande de contrôle primaire en format PDF modifiable et remplie (non verrouillée / non signée) ;
- La demande de contrôle primaire en format PDF imprimée et signée par l'intéressé ;
- Le scan des documents d'identité de l'employé ;

Cette démarche doit être faite un mois avant les travaux, correspondant au retour des autorisations d'accès

9. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au maître d'ouvrage de contrôler notamment que le maître d'œuvre :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend une décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Par dérogation au préambule de l'article 21 du CCAG/MOE, la décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre ne vaut pas admission de l'élément de mission précédent.

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG/MOE, en cas d'admission avec réfaction, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour formuler ses observations.

10. GARANTIES

10.1. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à 1 an.

La garantie de parfait achèvement des travaux se déclenchera à chaque réception partielle. Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception des travaux et signalés par le maître d'ouvrage. Il a en charge le suivi des travaux réalisés par les entrepreneurs dans le cadre d'un désordre éventuel.

En cas de réserves émises lors de la réception ou durant la période de garantie de parfait achèvement et afin d'en suivre la levée, le maître d'œuvre, dans le cadre de sa mission OPC, organise, à la demande du maître d'ouvrage, une réunion sur les lieux d'exécution des prestations, pour ½ journée maximum. Il produit un planning de levée des réserves et le communique au maître d'ouvrage et aux entrepreneurs.

Le maître d'œuvre est présent, pour cette visite des lieux d'exécution des prestations en présence des entrepreneurs. Le maître d'œuvre établit et met à disposition du maître d'ouvrage un tableau de suivi des réserves et des travaux exécutés durant la période de garantie de parfait achèvement.

10.2. Garantie décennale

Les désordres apparus dans le délai d'épreuve de dix ans, de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage ou à le rendre impropre à sa destination dans un délai prévisible, engagent la responsabilité du constructeur, sans qu'il soit nécessaire que ces désordres revêtent un caractère général et permanent.

Les opérateurs économiques qui s'engagent conjointement et solidairement envers le maître de l'ouvrage à réaliser une opération de construction, s'engagent conjointement et solidairement non seulement à exécuter les travaux, mais encore à réparer le préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait de manquements dans l'exécution de leurs obligations contractuelles.

Un constructeur ne peut échapper à sa responsabilité conjointe et solidaire avec les autres entreprises co-contractantes, au motif qu'il n'a pas réellement participé aux travaux révélant un tel manquement, que si une convention, à laquelle le maître de l'ouvrage est partie, fixe la part qui lui revient dans l'exécution des travaux.

10.3. Appel en garantie

Le maître d'œuvre peut être appelé en garantie par le maître d'ouvrage pour tout dommage aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution du présent marché, même après le prononcé de la réception des travaux alors même que ces dommages n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception. Si les dommages sont apparents et connus avant l'établissement du décompte général, ils pourront faire l'objet d'une estimation chiffrée et être retenus sur le solde du présent marché sans préjudice d'éventuels appels en garantie.

11. PENALITES

11.1. Généralités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG/MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG/MOE, les pénalités peuvent être appliquées sur simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, sans que le maître d'œuvre ne soit invité à présenter ses observations.

Toutes les pénalités peuvent être appliquées par précompte sur les acomptes, avant même le terme du délai global d'exécution.

Les pénalités sont exprimées en € HT

Toutes les pénalités sont fermes non révisables.

11.2. Pénalité en cas de retard dans la présentation des documents

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG/MOE, en cas de retard de retard dans la présentation des documents d'études par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
Mission PRO Retard de remise des documents d'études	A l'expiration du délai de l'article 4.2 du présent CCAP	150,00 € HT par jour calendaire de retard
Mission ACT Retard de remise du dossier de consultation des entreprises	A l'expiration du délai de l'article 4.2 du présent CCAP	75 € HT/ jour de retard pour chaque retour attendu
Mission ACT Retard de remise du rapport d'analyse des candidatures l'analyse préliminaire des offres	A l'expiration du délai de l'article 4.2 du présent CCAP	75 € HT par jour calendaire de retard
Mission ACT : Retard de remise du pré-rapport	A l'expiration du délai de l'article 4.2 du présent CCAP	75 € HT par jour calendaire de retard
Mission ACT Retard de remise du rapport d'analyse des offres	A l'expiration du délai de l'article 4.2 du présent CCAP	75 € HT par jour calendaire de retard

Le montant de 75 €/jour de retard est applicable pour chaque livrable soumis à un délai maximum

11.3. Autres pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du contrat, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
Absence à une réunion	Dans l'accomplissement de ses missions, le représentant principal ou les suppléants désignés par le maître d'œuvre devra participer à l'ensemble des réunions et visites organisées par le maître d'ouvrage, et ce, qu'elle qu'en soit la périodicité. Le maître d'œuvre ne saurait opposer un éloignement géographique pour justifier une absence à une réunion.	<p>Le maître d'ouvrage doit en formuler la demande dans le délai de 5 jours calendaires minimum avant la tenue de la réunion. Le maître d'œuvre dispose de 2 jours calendaires à compter de la réception de la demande, pour signaler une éventuelle absence.</p> <p>Le maître d'ouvrage proposera alors une seconde date, à laquelle le maître d'œuvre ne pourra se soustraire. En cas d'absence à une réunion, le maître d'œuvre subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est fixé à 500 € par absence constatée.</p> <p>En cas de retard de plus de 30 minutes, 50 € par demi-heure pendant 1 heure.</p> <p>Au-delà, la pénalité forfaitaire de 500 € est appliquée.</p>
Communication d'ordres de service à prix nouveaux sans acceptation préalable du maître d'ouvrage		<p>Le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant sera déduit de la créance. Le montant correspond aux engagements financiers prévus par l'ordre de service et contesté par le maître d'ouvrage.</p>
Délais et pénalités dans la préparation d'ordres de services pour la conduite des travaux et vérification des devis	En cas de travaux supplémentaires ou modificatifs demandés par le maître d'ouvrage, pour des prix non prévus au marché, le maître d'œuvre devra consulter les entreprises, étudier leurs devis et proposer un ordre de service dans un délai de 4 jours à compter de la demande.	200 € par jour de retard
Délais et pénalités sur vérification des projets de décompte mensuels y compris sous-traitants	A l'expiration du délai de l'article 10.6 du présent CCAP.	Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
		compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/2000ème du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant.
	Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés	la pénalité sera augmentée du montant de la fraction des intérêts moratoires concernés.
	Si le maître d'œuvre n'a pas indiqué sur les projets de décomptes mensuels la date à laquelle il les a validés,	il encourt une pénalité forfaitaire fixée à 50 €, par jour de retard, jusqu'à transmission de la date au maître d'ouvrage.
Délais et pénalités sur vérification du projet de décompte final	Le délai maximal d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et proposé un projet de décompte général, est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.	Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le taux par jour de retard est fixé à 1/2000ème du montant, en prix de base hors TVA, du projet de décompte final ou du décompte général communiqué à l'entrepreneur par le maître d'ouvrage.
	Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention	Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité sera augmentée du montant de la fraction des intérêts moratoires concernés.
	Pénalités pour non indication de la date de réception de la demande de paiement de l'entrepreneur	Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 1/2000ème du montant, en prix de base hors TVA, du projet de décompte final correspondant. Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité sera augmentée du montant de ces intérêts.
Délivrance du visa	A l'expiration du délai de l'article	200 € HT par jour de retard
Sous-traitance – retard dans la délivrance du visa	Retard dans la délivrance du visa pour agrément des sous-traitants : Le maître d'œuvre dispose de 3 jours à	50 € jour de retard

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
	compter de la communication du dossier de demande d'agrément par le maître d'ouvrage	
Pénalité pour absence de réponse dans les délais aux questions des candidats aux marchés de travaux	A l'expiration du délai de l'article 10.3 du présent CCAP.	En cas de retard, la pénalité applicable est de 50 € jour de retard
Non communication des éléments nécessaires au paramétrage d'EDIFLEX	A l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur	150,00 € Par jour calendaire de retard
Non-respect des obligations de moyens minimaux prévus dans la note méthodologique ou le mémoire technique	En cas de constatation par le maître d'ouvrage	500 € par constat
Retard dans la réalisation des opérations préalables à la réception des ouvrages	Le maître d'œuvre du marché, devra procéder aux opérations préalables à la réception dans le délai de 20 jours à compter de la demande du ou des entrepreneur(s) de marché(s) de travaux.	200 € par jour de retard
Retard dans l'instruction des mémoires de réclamation	Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 15 jours à compter de la date de réception du mémoire de réclamation par le maître d'ouvrage.	200 € par jour de retard
Etablissement et communication au maître d'ouvrage des comptes rendu de chantier	Le maître d'œuvre dispose de 2 jours ouvrables pour l'établissement des comptes rendus.	50 € par jour de retard
Pénalité en cas de travail dissimulé	Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du maître d'œuvre au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche. En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du maître d'œuvre.	10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.
	La maîtrise d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours à compter de la remise des documents d'exécution par les entrepreneurs pour émettre ses	200 € HT par jour de retard

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
<p>Pénalité pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens minimales prévues dans la note méthodologique ou le mémoire technique (en cas de document contractualisé au marché)</p> <p>Le montant de la sanction pour non-respect des obligations de moyens prévues dans la note méthodologique est fixé à 500 € par constatation.</p> <p>Pénalité pour non déclaration de changement de responsable technique</p> <p>En cas de changement de responsable technique sans communication à l'autorité compétente de ces informations de la part du maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour. Le rejet par le pouvoir adjudicateur de la (les) personne proposée (s) ne permet pas au titulaire de bénéficier d'un nouveau délai de 15 jours.</p> <p>Réfaction R1 pour dépassement du seuil de tolérance SC1 à l'issue de l'ACT : $R1 = (CT - SCP1) * t$</p> <p>Réfaction R2 pour dépassement du seuil de tolérance SC2 à l'achèvement des travaux : $R2 = (Cc - SCP2) * t$</p>	observations	

12. MOYENS HUMAINS

12.1. Effectifs et moyens humains

Les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations sont fixés par le maître d'œuvre dans l'offre technique.

L'attention du maître d'œuvre est attirée sur le fait que le personnel affecté aux prestations devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des prestations prévues au présent marché. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le maître d'œuvre augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces prestations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, le maître d'ouvrage peut exiger le remplacement immédiat de tout personnel dont il ne s'estime pas satisfait. Le personnel du maître d'œuvre doit respecter le règlement intérieur de l'établissement.

12.2. Clause d'insertion sociale

Le maître d'œuvre s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire minimal exigé est de **150 heures** à réaliser sur toute la durée du marché. Néanmoins, le maître d'œuvre peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

1. Conformément à son offre, le maître d'œuvre réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le maître d'œuvre reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le maître d'œuvre désigne un référent, qui est l'interlocuteur privilégié de la Préfecture de Police, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un bilan réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le maître d'œuvre. A tout moment, le maître d'œuvre peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

2. Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par la Préfecture de Police et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le maître d'œuvre dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », annexe 1 du présent CCAP).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du maître d'œuvre ou de la Préfecture de Police, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à la Préfecture de Police par le maître d'œuvre.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le maître d'œuvre.

A la fin de l'action de rescolarisation, le maître d'œuvre s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'œuvre répond à toute demande de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le maître d'œuvre est tenu de transmettre en cours d'exécution à la Préfecture de Police :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- Le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Pendant et à l'issue du parcours, le maître d'œuvre s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le maître d'œuvre doit informer la Préfecture de Police et la MLDS. Dans ce cas, la brigade de sapeurs-pompiers de Paris et la MLDS étudient avec le maître d'œuvre les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

12.3. Sous-traitance

En complément des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, à l'article L.2193-1 à L.2193-14 de la partie législative du code de la commande

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

publique et aux articles R.2193-1 à l'article R.2193-22 de la partie réglementaire du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont :

- En cas de sous-traitance directe :

Le maître d'œuvre devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution, le maître d'œuvre produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation de main levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le maître d'ouvrage notifiera après signature, au maître d'œuvre et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

- En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et devront fournir une délégation de paiement.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

12.4. Stipulations applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie des comptes du marché est l'euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

12.5. Protection de la main-d'œuvre

Le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au maître d'œuvre sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

12.6. Clause de confidentialité

En application de l'article L2132-1 du Code de la commande publique, le maître d'œuvre s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à disposition par la personne publique. Le présent engagement de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété de la personne publique. Les documents et informations de toute nature produits ou émis par la personne publique lors de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le maître d'œuvre s'engage à prendre toutes précautions utiles et nécessaires afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En outre, par application de l'article L2132-1 du Code de la commande publique, le maître d'œuvre s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par la personne publique à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre de la procédure ;
- Ne pas communiquer les documents, informations et fichiers transmis par la personne publique à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de la procédure ;
- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par la personne publique à l'issue de la procédure de passation du marché en procédant à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- N'émettre aucune réserve sur le présent engagement de confidentialité.

Le maître d'œuvre s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations précédentes et à les faire respecter par son personnel ainsi qu'à ses cotraitants et ses sous-traitants, le cas échéant.

La personne publique se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

12.7. Obligation de vigilance

Le maître d'œuvre remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le maître d'œuvre doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le maître d'œuvre fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

13. ASSURANCES

13.1. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Le maître d'œuvre, et le cas échéant, ses sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

13.2. Assurance de garantie décennale

Le maître d'œuvre doit être garanti par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et par l'annexe I de l'article A243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

Pour justifier de ces garanties, le maître d'œuvre fournit une attestation, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

conditions. Il adresse ces attestations au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée des prestations.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit justifier à tout moment du paiement des primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

13.3. Absence ou insuffisance de garantie

Le maître d'œuvre s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le maître d'œuvre concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le maître d'œuvre supporte toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

13.4. Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le maître d'œuvre et, s'il y a lieu ses cotraitants, ne peut s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le maître d'œuvre ne peut s'opposer à ce que ses assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

14. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

14.1. Traitement des données personnelles

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par le maître d'ouvrage, au sein de la Direction de l'Immobilier et de l'Environnement et du Bureau des Marchés Immobiliers de la Préfecture de Police de Paris.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le maître d'œuvre accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

14.2. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le maître d'œuvre doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

15. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou

Consultation n° V2024BMI24 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un plateau technique d'instruction NRBC (Nucléaire Radiologique Biologique Chimique) au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Valenton (94460)

graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité.

Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, notamment les plans et photographies, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du maître d'œuvre. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le monde entier.

L'auteur jouit également du droit au respect de son œuvre. Ce droit autorise l'auteur à faire sanctionner toute altération ou dénaturation de son œuvre, à l'exception de celles qui sont rendues strictement indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique, légitimés par les nécessités du service public et notamment la destination de l'ouvrage ou son adaptation à des besoins nouveaux.

Par dérogation à l'article 24.6.3 le maître d'œuvre ne peut librement publier les résultats que sous réserve des obligations de confidentialité fixées au présent CCAP et de l'accord express et préalable du maître d'ouvrage.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage se prononcera sur son accord quant à la mention de son nom lors de la publication.

Au sens de l'article 24.7 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage ou le tiers désigné ne prévoient pas d'exploitation commerciale des résultats.

16. RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES PRESTATIONS

16.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le maître d'œuvre a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

Dans ce cas, le maître d'œuvre a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché hors éléments de missions non entamés, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé à 5 %.

Le maître d'œuvre peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le maître d'œuvre fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

16.2. Mise en demeure

Lorsque le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à 7 jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

16.3. Résiliation pour faute

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du maître d'œuvre pour les motifs prévus à l'article 30 du CCAG/MOE.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le maître d'œuvre.

16.4. Effets de la résiliation

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir.

Lorsque le maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au maître d'œuvre les prestations à réaliser et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du marché, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir de l'autre pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée au maître d'œuvre, ce dernier devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

16.5. Arrêt d'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de prononcer l'arrêt de l'exécution des prestations entre chaque élément de mission de maîtrise d'œuvre.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

La demande d'arrêt des prestations à l'initiative du maître d'œuvre ne donne pas droit à l'arrêt des prestations. Le maître d'ouvrage peut la refuser et ordonner la poursuite des prestations objet du marché.

16.6. Interruption des prestations pour retard de paiement

Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG/MOE, le marché ne prévoit pas la possibilité pour le maître d'œuvre d'interrompre l'exécution des prestations ou de demander la résiliation du marché en raison de retards de paiement du maître d'ouvrage.

16.7. Suspension des prestations en cas de circonstance imprévisibles

Au sens de l'article 25.2.1 d CCAG/MOE, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de la demande du maître d'œuvre dans un délai de 15 jours calendaires. A défaut de réponse du maître d'ouvrage dans ce délai, la demande de suspension est réputée refusée.

16.1. Médiation

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'intérieur et des Outre-mer à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le

Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

16.2. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Paris

7, rue de Jouy

Paris

75004

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Liste des dérogations au CCAG/MOE:

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/MOE ;

L'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/MOE ;

L'article 3.6 du CCAP déroge à l'article 3.8.2 et 3.8.3 du CCAG/MOE ;

L'article 7.5.1 du CCAP déroge à l'article 11.7.2 du CCAG/MOE ;

L'article 9 du CCAP déroge à au préambule de l'article 21 et à l'article 21.3 du CCAG/MOE ;

L'article 11 du CCAP déroge aux articles 16.2.1 à 16.2.4 du CCAG/MOE ;

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 24.6.3 du CCAG/MOE ;

L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 31 du CCAG/MOE ;

L'article 16.6 du CCAP déroge à l'article 25.1 du CCAG/MOE.